

Le crédit au secteur privé reste faible



Le crédit bancaire continue de diminuer malgré la reprise mondiale

LA PÉRIODE qui a précédé la crise financière internationale de 2008 a été marquée par une surabondance de liquidité dans le monde et une expansion rapide du crédit, surtout en faveur du secteur privé. À la suite de la crise, les banques, soucieuses d'assainir leurs bilans mis à mal par la chute des prix des actifs, d'absorber un nombre croissant de créances improductives et, plus généralement, de réduire leurs risques en se désendettant, ont diminué leurs prêts au secteur privé. La croissance du crédit bancaire a ainsi fortement chuté en valeur réelle et va sans doute rester atone dans la plupart des principales économies et groupes de pays.

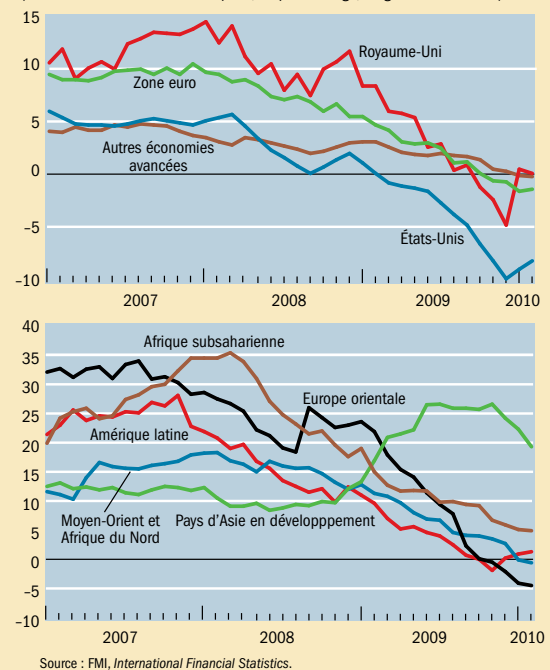
Les pays avancés ont cherché à contrer la récession et à consolider les bilans des banques par une injection massive de fonds publics et des mesures visant à desserrer le crédit, mais les prêts au secteur privé n'ont pas augmenté. Après avoir été d'environ 7 % par an en moyenne jusqu'à la mi-2008, la croissance du crédit bancaire a ralenti sur les marchés établis, puis elle est devenue négative à la fin de 2009. C'est au Royaume-Uni que le recul a été le plus marqué en 2009 (environ 20 %). Aux États-Unis, le crédit était en repli de près de 10 % en glissement annuel au début de 2010. La zone euro a suivi une tendance comparable.

L'amélioration des conditions financières n'a pas relancé le crédit au secteur privé pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la dégradation de la situation économique a entraîné une baisse de la demande de crédit, car les entreprises ont réduit leur production et les ménages leur consommation. Ensuite, face au regain d'incertitude, à la détérioration de leur situation financière et à la hausse des pertes sur prêts, les banques ont durci leurs conditions de prêt et leurs bilans sont encore fragiles. Se repliant sur la qualité, elles préfèrent investir dans des obligations publiques que de prêter au secteur privé. Enfin, il se peut que les incertitudes qui entourent la future réglementation les dissuadent d'accorder des prêts.

Au sein du groupe des pays émergents et en développement, c'est l'Europe orientale qui a subi le ralentissement le plus pro-

Le crédit bancaire ne s'est pas encore redressé.

(crédit bancaire réel au secteur privé, en pourcentage, en glissement annuel)



noncé de la croissance du crédit, après avoir bénéficié d'un afflux considérable de capitaux étrangers et de prêts transnationaux avant la crise. Lorsque celle-ci a éclaté, la croissance du crédit s'est effondré et n'a toujours pas commencé à se relever, en raison notamment de l'arrêt des financements étrangers au secteur bancaire. En Amérique latine, en Afrique subsaharienne, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la croissance du crédit a suivi plus ou moins la même évolution, avec des taux compris entre zéro et 5 % à la fin de 2009.

Dans les pays émergents et en développement d'Asie, en revanche, le crédit au secteur privé ne semble pas avoir souffert de la crise financière. La croissance du crédit bancaire s'y est même accentuée durant la crise et n'a commencé à fléchir que récemment. Il faut toutefois préciser que cette évolution a été fortement influencée par la Chine, où le crédit bancaire est en hausse régulière depuis 2005 et a atteint une croissance de 35 % fin 2009, grâce aux solides perspectives de croissance économique du pays et à l'appréciation des actifs.

Préparé par José M. Cartas et Martin McConagha
du Département des statistiques du FMI.

La base de données

Nos calculs se fondent sur les données monétaires communiquées par les pays membres au Département des statistiques du FMI en vue de leur publication dans *International Financial Statistics*. La valeur réelle des créances intérieures des banques sur le secteur privé est obtenue par l'application d'un déflateur (l'indice des prix à la consommation) aux séries nominales. Les taux de croissance régionaux sont des moyennes pondérées des taux de croissance des différents pays. Les groupes de pays sont les mêmes que dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. La base de données peut être consultée à www.imfstatistics.org/imf.